

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 - 3086

[C - 27611]

**9 NOVEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van artikel 35 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het protocol nr. 179 van 6 oktober 1995 met de besluiten van de onderhandeling gevoerd in het sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is allen die voor een examen van overgang naar het hogere niveau geslaagd zijn, onverwijld aangesteld worden voor wat betreft de voordelen die voortkomen uit het slagen van dit examen;

Rekening houdende met de noodzaak zo vlug mogelijk te voorzien in de talrijke betrekkingen bij werving;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 35 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 35. Bij overgang naar het hogere niveau heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de sluiting van het proces-verbaal van het examen, tenzij de ambtenaar zich eerder onthouden heeft aanspraak te doen op de bevordering verbonden aan het slagen van het examen.

Bij werving heeft de benoeming uitwerking op de dag van de toelating tot de stage.

In de andere gevallen heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand die de beslissing van de tot benoemen bevoegde overheid volgt.

Indien de betrekking echter nog waargenomen wordt op de datum van de benoeming, heeft deze benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand na de datum waarop zij werkelijk niet meer waargenomen is. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1994.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

F. 95 - 3087

[C - 27612]

**9 NOVEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région;

Vu le protocole n° 179 du 6 octobre 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur n° XVI ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'avis du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que soient mis sans délai sur pied d'égalité pour l'avancement au rang C1 l'ensemble des fonctionnaires lauréats d'un examen d'avancement à un grade du niveau 2 organisé avant l'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires de la Région; que soient également mis sur pied d'égalité les lauréats d'examens d'avancement et de concours de recrutement;

Considérant qu'il s'impose également que la conclusion tardive de certains examens d'avancement ne porte pas de préjudice de carrière à leurs lauréats;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 3. § 1er. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 5°, du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement aux grades du rang 22 des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont dispensés de l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C1.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 1° et 4°, du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade C3 pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats des examens d'avancement aux grades du rang 22 des sessions 1993 et des sessions antérieures, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C2.

Par dérogation à l'article 35, alinéa 3, du statut, la promotion par avancement de grade au grade du rang C2 des fonctionnaires visés à l'alinéa 1er sort ses effets le premier jour du mois qui suit la clôture du procès-verbal d'examen de la session 1993 à moins que le fonctionnaire se soit abstenu, après le 30 juin 1995, de faire valoir ses titres à la promotion tenant à la réussite de l'examen.

§ 2. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 5°, du statut, les fonctionnaires transférés de la Régie des Voies aériennes et qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement aux grades du rang 24 des sessions 1993 et des sessions antérieures sont dispensés de l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C1.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er peuvent être promus aux grades du rang 24 conformément aux règles applicables la veille de l'entrée en vigueur du statut, avec effet au premier jour du mois qui suit la clôture du procès-verbal d'examen de la session 1993 à moins qu'ils se soient abstenus, après le 30 juin 1995 de faire valoir leurs titres à la promotion tenant à la réussite de l'examen.

Art. 4. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 5°, du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 1re classe ou au grade de chef opérateur mécanographe de 2e classe des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont dispensés de l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D1.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 1° et 4°, du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade D3 pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 1re classe des sessions 1993 et des sessions antérieures sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D1.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 2e classe des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D2.

Par dérogation à l'article 35, alinéa 3, du statut, la promotion par avancement de grade au grade du rang D2 des lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe de 2e classe des sessions 1993 et des sessions antérieures peut sortir ses effets le premier jour du mois qui suit la clôture du procès-verbal d'examen de la dernière session 1993, à moins que le fonctionnaire se soit abstenu après le 30 juin 1995 de faire valoir ses titres à la promotion tenant à la réussite de l'examen."

Art. 2. Il est inséré dans le même arrêté une section IIbis, comprenant l'article 5bis, rédigée comme suit :

"Section IIbis. De la nomination.

Art. 5bis: Par dérogation à l'article 35, alinéa 1er, du statut, la nomination des lauréats d'un concours d'accèsion de la session 1994 ou des sessions antérieures sort ses effets le premier jour du mois qui suit celui de la clôture du procès-verbal du concours de la session 1994, à moins que le fonctionnaire se soit abstenu, après le 30 juin 1995, de faire valoir ses titres à la promotion tenant à la réussite du concours."

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1994.

Art. 4. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 3087

[C - 27612]

9. NOVEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, insbesondere des Artikels 61;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen;

Aufgrund des Protokolls Nr. 179 vom 6. Oktober 1995, in dem die Schlußfolgerungen der Verhandlungen innerhalb des Sektorenausschusses Nr. XVI aufgenommen sind;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß alle Beamten, die eine vor dem Inkrafttreten des Statuts der Beamten der Region organisierte Prüfung für das Aufsteigen in einen Dienstgrad der Stufe 2 bestanden haben, im Hinblick auf den Aufstieg in den Rang C1 auf gleichem Fuße behandelt werden sollen; daß die Laureaten von Aufstiegsprüfungen und Anwerbungswettbewerbsverfahren ebenfalls auf gleichem Fuße behandelt werden sollen;

In der Erwägung außerdem, daß der späte Abschluß gewisser Aufstiegsprüfungen ihren Laureaten in ihrer Laufbahn nicht schaden darf;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Die Artikel 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Art. 3. § 1. In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 5° des Statuts werden die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 22 bestanden haben, für die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges C1 von der Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung befreit.

In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 1° und 4° des Statuts, müssen die in Absatz 1 erwähnten Beamten für die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges C2 drei Dienstjahre im Grad C3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die in Absatz 1 erwähnten Beamten Vorrang vor den Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 22 nicht bestanden haben, was die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges C2 betrifft.

In Abweichung von Artikel 35, Absatz 3, des Statuts erfolgt die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - der in Absatz 1 erwähnten Beamten in den Dienstgrad des Ranges C2 am ersten Tag des Monats nach dem Abschluß des Prüfungsprotokolls der Prüfungsperiode 1993, es sei denn, der Beamte habe nach dem 30. Juni 1995 darauf verzichtet, seine Rechte auf Beförderung aufgrund der erfolgreichen Teilnahme an der Prüfung geltend zu machen.

§ 2. In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 5° des Statuts werden die Beamten, die von der Regie der Luftfahrt versetzt worden sind und die Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 24 der Prüfungsperioden 1993 oder der vorhergehenden Prüfungsperioden bestanden haben, für die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges C1 von der Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung befreit.

Die im Absatz 1 gemeinten Beamten können gemäß den am Tag vor dem Inkrafttreten des Statuts anwendbaren Regeln in die Dienstgrade des Ranges 24 befördert werden. Diese Beförderung wird am ersten Tag des Monats nach dem Abschluß des Prüfungsprotokolls der Prüfungsperiode 1993 wirksam, es sei denn, diese Beamten haben nach dem 30. Juni 1995 darauf verzichtet, ihre Rechte auf Beförderung aufgrund der erfolgreichen Teilnahme an der Prüfung geltend zu machen.

Art. 4. In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 5° des Statuts werden die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse oder in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, für die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges D1 von der Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung befreit.

In Abweichung von Artikel 18, Absatz 1, 1° und 4° des Statuts müssen die in Absatz 1 erwähnten Beamten für die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges D2 drei Dienstjahre im Grad D3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges D1 betrifft.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - in den Dienstgrad des Ranges D2 betrifft.

In Abweichung von Artikel 35, Absatz 3, des Statuts kann die Beförderung - mittels Aufsteigen im Dienstgrad - der Laureaten der in den Prüfungsperioden 1993 und den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse am ersten Tag des Monats nach dem Abschluß des Prüfungsprotokolls der letzten Prüfungsperiode 1993 erfolgen, es sei denn, der Beamte habe nach dem 30. Juni 1995 darauf verzichtet, seine Rechte auf Beförderung aufgrund der erfolgreichen Teilnahme an der Prüfung geltend zu machen."

Art. 2. In denselben Erlaß wird ein Abschnitt *libis* eingefügt, welcher den Artikel 5*bis* enthält und wie folgt lautet:
"Abschnitt *libis*- Ernennung.

Art. 5*bis*. In Abweichung von Art. 35, Absatz 1 des Statuts erfolgt die Ernennung der Laureaten eines in der Sitzungsperiode 1994 oder in den vorhergehenden Sitzungsperioden organisierten Wettbewerbsverfahrens für den Übergang in eine höhere Stufe am ersten Tag des Monats nach dem Protokollabschluß des Wettbewerbsverfahrens der Sitzung 1994, es sei denn, der Beamte habe nach dem 30. Juni 1995 darauf verzichtet, seine Rechte auf Beförderung aufgrund der erfolgreichen Teilnahme an dem Wettbewerbsverfahren geltend zu machen."

Art. 3. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Dezember 1994 in Kraft.

Art. 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. November 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALINC

N. 95 - 3087

[C - 27612]

**9 NOVEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het protocol nr. 179 van 6 oktober 1995 met de besluiten van de onderhandeling gevoerd in het sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën,

Gelet op het advies van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat alle ambtenaren die voor een examen van verhoging in graad tot een graad van niveau 2 geslaagd zijn, dat vóór de inkrachttrading van het statuut van de ambtenaren van het Gewest ingesteld werd, onverwijld moeten gelijkgesteld worden; dat de laureaten van examens van verhoging in graad en van vergelijkende wervingsexamens evenals moeten gelijkgesteld worden;

Overwegende dat het eveneens geboden is dat de latijldige afsluiting van sommige examens voor verhoging in graad niet nadelig zou zijn voor de loopbaan van hun laureaten;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Angelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 5°, van het statuut worden de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graden van rang 22 tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, vrijgesteld van het examen betreffende de controle van de beroepsopleiding voor de bevordering, bij verhoging in graad, tot de graad van rang C1.

In afwijking van artikel 18, eerste lid, 1° en 4°, van het statuut moeten de in het eerste lid bedoelde ambtenaren drie jaar anciënniteit in de graad C3 tellen voor de bevordering bij verhoging van graad tot de graad van rang C2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut worden de in het eerste lid bedoelde ambtenaren bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor de examens van verhoging van graad tot de graden van rang 22 tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang C2.

In afwijking van artikel 35, derde lid van het statuut wordt de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang C2 van de in het eerste lid bedoelde ambtenaren van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de sluiting van het proces-verbaal van het examen van de zittijd 1993, tenzij de ambtenaar zich onthouden heeft, na 30 juni 1995, aanspraak te doen op de bevordering verbonden aan het slagen van het examen.

§ 2. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 5°, van het statuut worden de ambtenaren, die overgedragen zijn van de "Régie des Voies aériennes" (Régie der luchtvaartwegen) en die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graden van rang 24 tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, vrijgesteld van het examen betreffende de controle van de beroepsopleiding voor de bevordering, bij verhoging in graad, tot de graad van rang C1.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaren kunnen bevorderd worden tot de graden van rang 24 overeenkomstig de regels toepasselijk de dag vóór de inkrachttrading van het statuut, met uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de sluiting van het proces-verbaal van het examen van de zittijd 1993, tenzij zij zich onthouden hebben, na 30 juni 1995, aanspraak te doen op de bevordering verbonden aan het slagen van het examen.

Art. 4. In afwijking van artikel 18, eerste lid, 5°, van het statuut worden de ambtenaren die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klasse of van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden vrijgesteld van het examen betreffende de controle van de beroepsopleiding voor de bevordering, bij verhoging in graad, tot de graad van rang D1.

In afwijking van artikel 18, eerste lid, 1° en 4°, van het statuut moeten de in het eerste lid bedoelde ambtenaren drie jaar anciënniteit in de graad D3 tellen voor de bevordering, bij verhoging van graad, tot de graad van rang D2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut worden de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor deze examens voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang D1.

In afwijking van artikel 21 van het statuut worden de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor deze examens voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang D2.

In afwijking van artikel 35, derde lid van het statuut kan de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang D2 van zij die de examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf tweede klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden geslaagd zijn van kracht worden op de eerste dag van de maand die volgt op de sluiting van het proces-verbaal van het examen van de zittijd 1993, tenzij de ambtenaar zich onthouden heeft, na 30 juni 1995, aanspraak te doen op de bevordering verbonden aan het slagen van het examen."

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een afdeling *Ibis* bestaande uit artikel *Sbis* ingevoegd, die opgesteld is als volgt:
"Afdeling *Ibis*. Benoeming.

Art. *Sbis*. In afwijking van artikel 35, eerste lid van het statuut wordt de benoeming van zij die een examen van verhoging in graad van de zittijden 1994 of van de vorige zittijden geslaagd zijn van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de sluiting van het proces-verbaal van het examen van de zittijd 1994, tenzij de ambtenaar zich onthouden heeft, na 30 juni 1995, aanspraak te doen op de bevordering verbonden aan het slagen van het examen."

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1994.

Art. 4. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

[9896]

Par arrêté royal du 6 novembre 1995, M. Samuël, H., avocat général honoraire près la cour militaire, est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 6 novembre 1995, produisant ses effets le 14 septembre 1995, M. Dothey, R., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.

Par arrêté royal du 7 août 1995, M. Erauw, P., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 6 décembre 1995.

Par arrêté royal du 6 novembre 1995, M. Tack, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1er décembre 1995.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

[9896]

Bij koninklijk besluit van 6 november 1995 is de heer Samuël, H., ere-advocaat-generaal bij het militair gerechtshof, bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 6 november 1995, dat uitwerking heeft met ingang van 14 september 1995, is het aan de heer Dothey, R., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 7 augustus 1995 is de heer Erauw, P., substituit-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, aangewezen tot eerste substituit-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 6 december 1995.

Bij koninklijk besluit van 6 november 1995 is de heer Tack, M., substituit-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot eerste substituit-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 december 1995.